

**Islam et laïcité.** Voulu par Nicolas Sarkozy pour contrer Marine Le Pen, le débat de l'UMP, qui doit avoir lieu le 5 avril, blesse les musulmans de France et inquiète bien au-delà. En témoigne l'appel que nous publions ici, soutenu par de nombreuses personnalités de toutes confessions et opinions

# LE DÉBAT QUI CHOQUE

**R**arement a-t-on vu les musulmans de France plus indignés. Depuis que l'UMP a annoncé la tenue, le 5 avril, du débat sur la laïcité et la place de l'islam en France souhaité par Nicolas Sarkozy, l'inquiétude et l'exaspération sont à leur comble. Mais cette initiative a aussi suscité le malaise dans la classe politique et jusque dans les rangs de la droite et du gouvernement.

« Si ce débat est centré sur l'islam, s'il devait conduire à stigmatiser les musulmans, je m'y opposerais », a immédiatement affirmé le Premier ministre François Fillon. Préoccupé par « les risques de dérapage », le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé a également marqué sa distance en rappelant que « la liberté de choisir sa religion et de la pratiquer » était « un principe républicain fondamental » et que l'islam avait « toute sa place en France ». Même le député-maire de Nice Christian Estrosi, fidèle de Sarkozy, mettait en garde contre le danger de « stigmatiser l'islam alors même que le monde a les yeux tournés vers les peuples du monde arabe qui aspirent légitimement à plus de démocratie ».

« 6 millions de musulmans vont se retrouver embarqués dans un débat et assignés à

*résidence religieuse, alors qu'eux-mêmes ne se définissent pas d'abord comme musulmans. Ils vont se sentir comme des Français à part plutôt que comme des Français à part entière »,* a encore averti Rama Yade, pronostiquant que « si ça continue, il ne va plus y avoir beaucoup de musulmans à l'UMP ». Rappelant que « bon nombre de Français issus de l'immigration sont sortis ébranlés du débat sur l'identité nationale », l'ancienne secrétaire d'Etat martèle dans son blog que « le débat sur l'islam, annoncé par Jean-François Copé, suite à l'interpellation du Front national sur les prières de rue, ne doit pas être le procès des musulmans », au risque d'affaiblir « l'unité de notre pays ».

Car c'est bien le contexte dans lequel s'inscrit ce débat au nom fluctuant – islam ? laïcité ? pacte républicain ? – qui le rend problématique et suspect. A un an de la présidentielle et un an après le débat si mal maîtrisé sur l'identité nationale, après des mois de polémique autour du voile intégral, du Quick halal, des minarets..., sans compter une condamnation de l'ex-ministre Brice Hortefeux pour injure raciste, le dérapage de telle députée qui veut « remettre les immigrants dans des bateaux », ou la comparaison

des prières de rue avec l'occupation nazie par une Marine Le Pen caracolant dans les sondages, tous s'interrogent sur l'opportunité d'une telle discussion, pour ne rien dire des intentions qui la sous-tendent...

## « Trop, c'est trop »

Tentative de récupérer les voix du FN ou – calcul plus tortueux – surenchère visant à valoriser Marine Le Pen pour permettre à Nicolas Sarkozy de se poser en rempart ? Au fond, cela revient au même pour une communauté musulmane qui redoute d'être mise au ban de la société française. Doublement mise au ban, même : au nom de la laïcité et de l'héritage chrétien célébré par Nicolas Sarkozy, le 3 mars, dans son discours du Puy-en-Velay – le jour même où son ministre de l'Éducation, Luc Chatel, décrétait les mamans voilées interdites de sorties scolaires, au nom d'une conception extensive de la laïcité. La proposition de Copé, quelques jours plus tard, de proscrire les prêches en arabe dans les mosquées sera la goutte de'eau.

« Trop, c'est trop ! », tempête un Dalil Boubakeur excédé, qui exige le retrait immédiat du débat, lors d'une réunion houleuse à la Mosquée de Paris, le 10 mars. Dans

un élan dramatique, Abdallah Zekri, responsable d'une section UMP du Gard et membre du CFCM (Conseil français du Culte musulman), déchire alors sa carte du parti et incite tous les musulmans à quitter l'UMP, tandis que le conseiller à la diversité de Sarkozy, Abderrahmane Dahmane, vitupère : « L'UMP de Copé, c'est la peste pour les musulmans ! » « L'ami de huit ans de Nicolas » sera limogé par le président dès le lendemain. Le débat sur l'islam a fait sa première victime.

Face à cette levée de boucliers, Jean-François Copé et Claude Guéant, nouveau ministre de l'Intérieur et des Cultes, tentent de calmer le jeu et multiplient les opérations de communication en direction des représentants de l'islam. Trois jours après le coup d'éclat de Boubakeur, le patron de l'UMP se précipite chez le recteur et obtient sa volte-face. Puis, dans une interview à « Libération », il soutient que « ce débat a toujours été un débat sur la laïcité » et que « l'organisation de l'islam de France » n'en est qu'un « point particulier ». Lui aussi missionné au déminage, Claude Guéant déclare dans « le Monde » que l'interdiction du prêche en arabe est « constitutionnellement impossible », soulignant au passage qu'« on n'interdit pas les messes en portugais ou l'hébreu dans les synagogues ». Fin de la polémique ?

#### « Islamophobie d'Etat »

Si le recteur Boubakeur se déclare « rassuré », il est bien seul. Le maquillage du débat sur l'islam en débat sur la laïcité ne suffit pas à dissiper les doutes, au moment où l'étendard laïque se trouve déjà rapté par la candidate du Front national, qui se pose désormais en défenseur de la République et de la laïcité, pour séduire une clientèle électorale plus sensible à ces thèmes qu'à la classique rhétorique d'extrême droite de Le Pen père. Alors, quand une partie de la droite traditionnelle lui emboîte le pas, pointant l'islam comme un « problème » ou une « menace » et utilisant la laïcité comme « cache-sexe » de ce que la sénatrice Bariza Khiari n'hésite pas à qualifier d'« islamophobie d'Etat », ça ne passe pas.

A l'issue de sa rencontre avec les membres du Conseil français du Culte musulman, Claude Guéant juge sur l'antenne d'Europe 1 avoir « trouvé un bon terrain d'entente ». Le CFCM n'en réitère pas moins son refus de participer aux discussions du 5 avril. Son président, Mohammed Moussaoui, n'en démord pas : les musulmans de France « qui



ABDALLAH ZEKRI  
Membre du CFCM détruit sa carte de l'UMP



Prière dans la rue à Nice

#### DERRIÈRE LE CHANGEMENT DE DISCOURS, ILY A UN FIL ROUGE : « L'INSTRUMENTALISATION POLITIQUE DE L'OBJET ISLAM. »

ne demandent que l'application de la loi, ni plus ni moins », se sentent « traités comme les bous émissaires » et ne comprennent pas « ce traitement disproportionné des questions liées à la pratique religieuse musulmane, alors même qu'elles ne sont pas les plus prioritaires pour les Français ».

« Terrain d'entente » ? Des déclarations faites au micro d'Europe 1 par Claude Guéant ce matin-là, l'opinion et les médias retiendront surtout sa sortie sur les Français « qui ont le sentiment de ne plus être chez eux ». « Nos compatriotes veulent choisir leur mode de vie, insiste le ministre, ils ne veulent pas qu'on leur impose un mode de vie », laissant planer le spectre de l'islamisation rampante de la France. Lourde variation sur le thème esquissé la veille déjà dans « le Monde » – « les Français veulent que la France reste la France » –, et qui entre directement en résonance avec « la France qu'on aime, qui a des racines » du discours présidentiel au Puy. Reconnaisant son label, Marine Le Pen n'a pas manqué de décerner aussitôt au ministre de l'Intérieur le titre d'« adhérent d'honneur du FN ».

A l'orée de la bataille présidentielle, comme il paraît loin, le Sarkozy de 2007 qui battait la campagne « avec » les musulmans, veillant à ce qu'il y ait toujours dans les trois premiers rangs de ses meetings des visages « issus de la diversité ». Le futur président se présentait volontiers comme l'« ami des musulmans », architecte du CFCM et avocat de la discrimination positive. Sarkozy et l'islam, histoire d'un retournement ? Le chercheur Vincent Geisser conteste cette lecture. Pour lui, derrière le changement de discours, il y a un fil rouge : « L'instrumentalisation politique de l'objet islam. »

Avant 2007, « elle s'exerce sur le mode paternaliste ». Le « Sarkozy bâtisseur », à peine nommé ministre de l'Intérieur, reprend le projet de Jean-Pierre Chevènement et crée le Conseil français du Culte musulman. A l'époque, il n'hésite pas à frayer avec les fondamentalistes de l'UOIF et leur « islam épicié » (le mot est de Sarkozy). Liant politique sécuritaire et politique religieuse, il pense que, si l'on tient les associations islamiques, on tient les quartiers. L'idée (assez peu « laïque »), développée dans son livre « la République, les Religions, l'Espérance » (Le Cerf, 2004), est mise en application durant les émeutes de 2005, où le ministre de l'Intérieur demande à l'UOIF de lancer une fatwa d'appel au calme dans les banlieues. Sans aucun résultat d'ailleurs. Mais derrière la stratégie sécuritaire, il y avait aussi un calcul électoraliste : Sarkozy, qui a une vision segmentée de la société, table alors sur le vote communautaire et pense qu'en s'attachant les associations il se constitue un vivier de voix. Sans guère plus de succès. Un sondage commandé par le ministère de l'Intérieur fin 2006 confirme l'hégémonie persistante du Parti socialiste sur l'électorat musulman.

L'instrumentalisation va donc changer de mode. Après le paternalisme, la mise en examen. Le tournant ? Le 5 février 2007, quand, sur le plateau de TF1, Nicolas Sarkozy parle des « moutons égarés dans la baignoire ». Dès lors, et surtout depuis son élection à la présidence, note un de ses anciens collaborateurs, « Sarkozy ne s'exprimera presque plus sur l'islam que sur le registre de l'opposant ». Pour Vincent Geisser, en pur politique qu'il est « Sarkozy s'est rendu compte que la peur de l'intégrisme islamique est plus rentable en terme d'opinion ». Entre le père protecteur et le père fouettard, il n'y a qu'un pas. Celui « de trop » pour les musulmans.

MARIE LEMONNIER

## Leurs raisons de dire non

Pasteur Claude Baty, président de la Fédération protestante de France (FPF)

### « De la laïcité à la catho-laïcité »

De la même façon que le débat sur l'identité nationale visait les immigrés, il est clair ici que, quand on dit vouloir parler de laïcité, on pointe en réalité l'islam. Et, sous des dehors honorables, on stigmatise une partie de la population.

Avant de débattre, il faudrait déjà que les politiques connaissent un peu leur droit. Quand Jean-François Copé dit qu'il faudrait interdire les prêches en

arabe dans les mosquées, où est la liberté de culte ? Va-t-on interdire le latin à la messe et l'anglais à la cathédrale américaine de Paris ?

Nous manquons de lieux de culte musulmans et pourtant, pour empêcher leur construction, des municipalités préemptent les terrains ou construisent des parkings... Certains, au contraire, vont jusqu'à vouloir suspendre la loi de 1905 pour aider leur financement ! Revenons plutôt à des principes simples : appliquons nos lois et ne nous laissons pas embarquer dans des considérations politiciennes. Les musulmans, comme les protestants, ne demandent pas que l'Etat finance leurs lieux de culte, mais simplement qu'on ne les entrave pas dans leurs démarches. On peut même les y aider sans contrevenir au cadre de la laïcité, notamment par le biais des baux emphytéotiques. Mais aujourd'hui nous vivons dans une catho-laïcité plutôt que dans une véritable laïcité. Les protestants sont d'ailleurs les grands oubliés des discours du président. Mais, par les temps qui courent, on se dit finalement que ce n'est peut-être pas plus mal...

Bariza Khiari, sénatrice socialiste de Paris

### « Une islamophobie d'Etat »

Après le funeste débat sur l'identité nationale, les polémiques sur la burqa, sur la viande halal et sur les minarets, avec ce débat contre l'islam (quel que soit le nom qu'on lui donne...), je considère que nous sommes face à une véritable islamophobie d'Etat. Cette politique a ressuscité le FN et déjà donné l'occasion à Marine Le Pen de parler d'« occupation » à propos des musulmans ! A présent, Sarkozy lui court après et fait son service après-vente. Parce qu'il pense qu'il suffit de triturer l'islam pour en faire une martingale pour les prochaines élections.

L'initiative de l'UMP est d'autant plus intolérable qu'elle vient

percuter les révolutions arabes. Comment le président peut-il vouloir construire l'Union pour la Méditerranée tout en insultant chaque matin les musulmans de son pays ? Les jeunes épris de démocratie ne pourront pas accepter que les musulmans du Nord soient traités de la sorte, uniquement considérés comme un « problème ». Surtout quand, dans le même temps, on ne cesse de célébrer une certaine conception du catholicisme ante-1905 !

Je suis laïque, démocrate, républicaine et mon islam est spirituel, libre, responsable. Cette part intime de mon identité se sent aujourd'hui blessée, mais c'est en tant que citoyenne que je m'insurge. Le temps est venu d'affirmer que nous sommes des acteurs de la société, des sujets de notre vie et non des objets de manipulations politiques.

Mgr Michel Dubost, évêque d'Evry

### « Ecouter les inquiétudes des musulmans »

Les responsables musulmans souhaitent que ce débat s'arrête, il faut les écouter. Qu'il y ait une infime minorité de gens qui posent certains problèmes, c'est malheureusement le propre de toute religion et de toute communauté en général. Qu'il faille leur mettre des bornes, pourquoi pas ? Mais on ne peut en aucun cas définir une politique à partir des extrêmes !

A mon sens, le vrai débat devrait plutôt porter sur la place du monde populaire, des pauvres et des banlieues dans la vie politique et la société françaises. Le premier point à discuter, c'est celui de l'équité, puisque c'est l'injustice qui crée les frustrations. Comment faire pour que des gens qui ont les mêmes diplômes que les autres, mais pas forcément les mêmes codes, aient le même accès à l'emploi ? Qu'est-ce que l'égalité pour des personnes qui font quatre heures de transport par jour pour aller travailler ? Quelle estime de soi, quelle dignité et quelle espérance leur donne-t-on ?

Le respect de la différence fait partie de notre laïcité. La République peut-elle encore se ressaisir de ses valeurs « liberté, égalité, fraternité » ? Je crois que la devise républicaine est assez forte pour constituer un projet commun.

Propos recueillis par Marie Lemonnier



Denis-REA



Chamussy-Sipa



Sipa